

**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**Arrêté DCPAT-BAE n°2025-76**

**portant mise en demeure de respecter des prescriptions techniques  
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement  
et fixant des mesures d'urgence  
en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement  
à la Société RAYONIER AM située à Tartas**

**La préfète,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 et R. 122.5.II ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 12 janvier 2022 portant nomination de Madame Françoise TAHERI, Préfète des Landes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-310 du 11 mai 2005 autorisant l'exploitation de la société TEMBEC TARTAS SA (devenue RAYONIER AM Tartas) et notamment ses articles 2.5 et 20.1 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2024-136-DC2PAT du 3 mai 2024 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées du 24 février 2025 relatif à l'inspection du 21 février 2025 ;
- VU** les observations formulées le 26 février 2025 par l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que -des nuisances olfactives ont été signalées par des riverains de la société Rayonier et que des émissions diffuses issues de la lagune de traitement des effluents résiduels du site ont été confirmées par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que les concentrations relevées dans l'environnement, notamment par les capteurs mis en place en janvier 2025 à proximité immédiate de la lagune, font état de brefs pics d'émissions pouvant atteindre une concentration de 20 ppm en H<sub>2</sub>S et témoignent d'un dysfonctionnement de la lagune de traitement des effluents résiduels ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation de la lagune de traitement des effluents résiduels ne respecte pas les prescriptions de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2005, qui imposent des dispositions spécifiques pour limiter les émissions odorantes et prévenir l'apparition de conditions anaérobies favorisant la formation de composés soufrés volatils ;

**CONSIDÉRANT** que le mode de traitement de la lagune a basculé d'un régime aérobie à un régime anaérobie, suite à une accumulation excessive de boues , et que ce changement de régime de traitement des effluents résiduels entraîne des relargages diffus non maîtrisés de substances odorantes, notamment des composés soufrés réduits, contribuant ainsi aux nuisances constatées ;

- CONSIDÉRANT** que la récente modification du système d'aération de la lagune de traitement des effluents résiduaires, consistant au remplacement des aérateurs de surface par des aérateurs à injection d'air en profondeur, pourrait avoir entraîné, aux dires de l'exploitant, des dysfonctionnements de traitement des effluents ;
- CONSIDÉRANT** que l'absence de curages réguliers de la lagune, conjuguée à un défaut d'anticipation des interactions entre le système d'aération nouvellement mis en place et la configuration actuelle du bassin présentant d'importantes quantités de boues, ont conduit à une situation de non-conformité aux prescriptions environnementales en matière d'émissions à minima odorantes ;
- CONSIDÉRANT** qu'il convient de caractériser les gaz olfactifs ou non, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé, la sécurité, la salubrité publiques émis par la lagune pour s'assurer de leur innocuité ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'encadrer réglementairement les plans d'action permettant de limiter et prévenir les émissions gazeuses issues de la lagune de traitement ;
- CONSIDÉRANT** que le non-respect des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé encadrant l'activité du site d'autorisation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, en cas d'inobservation des prescriptions applicables, le Préfet peut mettre en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ;
- CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RAYONIER AM Tartas de respecter les prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- CONSIDÉRANT** par ailleurs, que plusieurs actions doivent être menées à court terme afin de satisfaire le cadre réglementaire imposé à l'exploitation ;
- CONSIDÉRANT** qu'en application des articles L. 171-8 et L. 512-20 du code de l'environnement, le Préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un incident survenu dans une installation ;
- SUR PROPOSITION** de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Mise en demeure**

La société RAYONIER AM Tartas, dont le siège social est situé au 1154 avenue du Général Leclerc à Tartas (40400), est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

- article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2005, **sous trois jours** en établissant un rapport d'évènement présentant l'analyse des causes et des circonstances occasionnant l'absence de maîtrise des émissions diffuses soufrées provenant de la lagune de traitement des effluents résiduaires du site papetier. Ce rapport confirme les molécules en jeu. Ce rapport d'évènement est régulièrement mis à jour selon l'évolution des connaissances sur la situation.
- article 20.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 2005, selon les étapes intermédiaires suivantes :
  - dans les meilleurs délais et au plus tard sous sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant étudie et met en œuvre les dispositions techniques pour réduire, voire supprimer, les émanations de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé, la sécurité, la salubrité publiques ;

• **sous réserve** des conclusions de l'ERS imposées à l'article 2.1, il met en œuvre :

- **des mesures d'atténuation des nuisances olfactives :**

Sous dix jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place des dispositifs permettant l'atténuation des effets olfactifs au niveau et en proximité de la lagune.

Avant toute utilisation de produits de masquage odorants, l'exploitant démontre l'innocuité du produit pour l'environnement et la santé humaine.

- **des dispositions permettant de retrouver un fonctionnement nominal de la lagune :**

Sous sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant procède au remplacement des 3 aérateurs actuellement non fonctionnels (aérateurs n° 8, 22 et 25).

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant revoit sa technologie d'aération de la lagune afin de ne plus générer de relargage de poches de gaz odorant.

L'exploitant met en œuvre toutes mesures complémentaires qui apparaîtraient nécessaires pour atteindre l'objectif visé à l'article 20.1 ou qui seraient identifiées dans le cadre du rapport prévu à l'article 2.5.

En sus, l'exploitant met en œuvre les mesures d'urgence visées ci-après.

## **Article 2 – Mesures d'urgences**

### **Article 2.1 – Évaluation des risques sanitaires des émissions diffuses non maîtrisées de substances odorantes issues de la lagune de traitement du site**

Dans les meilleurs délais et au plus tard sous sept jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise, et transmet à l'inspection des installations classées, une première évaluation commentée des risques sanitaires liés aux émissions diffuses malodorantes de substances issues de la lagune de traitement des effluents résiduaires du site.

Cette étude est mise à jour, si nécessaire, en fonction des données issues de la surveillance mentionnée à l'article 2.2 ci-après.

Le rapport complet de l'évaluation des risques sanitaires est transmis au plus tard sous deux mois à l'inspection des installations classées.

### **Article 2.2 – Surveillance des émissions diffuses de substances soufrées réduites issues de la lagune**

Sous dix jours à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les dispositions du présent article.

Afin de s'assurer de l'absence d'un impact sanitaire dans l'attente de la mise en place de l'ensemble des mesures correctives nécessaires au traitement de cet événement, l'exploitant met en place un plan de surveillance autour du site et au sein des milieux propices à la canalisation de nappes gazeuses soufrées notamment les cours d'eau en proximité de la lagune.

Cette surveillance environnementale renforcée porte sur le suivi **a minima** des paramètres suivants, sous réserve de disposer d'une instrumentation adaptée :

- Hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) ;
- Mercaptans (méthylmercaptan, éthylmercaptan, butylmercaptan) ;
- Soufre réduit total (STR) ;
- Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) ;
- Thiols et autres composés organosulfurés volatils ;
- Diméthylsulfure (DMS) ;
- diméthyldisulfure (DMDS).

Chaque absence de surveillance d'un de ces paramètres est dûment justifiée.



En outre, l'exploitant réalise une caractérisation complète des substances odorantes diffuses de la lagune et complète les paramètres à surveiller en tant que de besoin.

Un réseau de capteurs est installé en périphérie et au sein du site pour assurer un suivi des concentrations dans l'air ambiant. Les relevés commentés et interprétés sont transmis hebdomadairement à l'inspection des installations classées. Toute anomalie relevée doit être signalée sans délai.

La fréquence des campagnes de mesures et la liste des paramètres contrôlés pourront faire l'objet d'une révision en fonction des résultats des différentes campagnes et après validation par le service de l'inspection des installations classées.

L'exploitant met en place une surveillance de la concentration des gaz soufrés dissous dans l'effluent résiduaire aqueux rejeté à l'environnement.

L'exploitant procède, sous six semaines à compter de la notification du présent arrêté, à une évaluation de dispersion locale des émissions diffuses dans l'air issues de la lagune de traitement.

### **Article 2.3 – Registre des signalements pour nuisances olfactives**

L'exploitant tient un registre dans lequel sont consignés les signalements pour nuisances olfactives, précise les mesures mises en œuvre et procède, le cas échéant, à la mise à jour du plan de surveillance défini à l'article 2.2 ci-dessus.

### **Article 2.4 – Amélioration de la connaissance de l'état de fonctionnement de la station de traitement pour revenir à l'équilibre d'un fonctionnement aérobie**

Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise une bathymétrie de la lagune et caractérise les populations de bactéries et la qualité des boues.

### **Article 2.5 – Gestion des boues présentes dans la lagune de traitement des effluents résiduaire du site**

Sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant identifie les modalités opératoires d'extraction des boues excédentaires présentes dans la lagune de traitement des effluents résiduaire dans le respect des exigences réglementaires en matière protection de l'environnement (limitation des émissions odorantes, rejets aqueux).

Sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant présente, à l'inspection des installations classées, un plan d'évacuation des boues excédentaires présentes dans la lagune. L'exploitant justifie le volume maximal de boues admissibles par la lagune pour un fonctionnement optimal du traitement des effluents. Ce plan précise également les modalités de gestion et les filières de traitement envisagées et est accompagné d'un échéancier associé dûment justifié.

L'exploitant met en œuvre, selon le plan et l'échéancier communiqués, l'évacuation des boues accumulées dans la lagune de traitement, en veillant au strict respect des exigences environnementales afin de prévenir toute atteinte à l'environnement, notamment en protégeant la qualité des masses d'eau réceptrices des rejets de l'installation, et en limitant les nuisances olfactives générées par le traitement des effluents.

### **Article 3 – Frais**

Tous les frais occasionnés par les études, analyses et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-avant ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 5 – Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

### **Article 6 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 7 – Ampliation**

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire de la commune de Tartas, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société RAYONIER AM Tartas.

Mont-de-Marsan, le

**27 FEV. 2025**



La préfète

Françoise TAHÉRI